

Arguments pour la lutte sociale n° 4 du 4 mai 2015

Après le 1er Mai

Dans notre bulletin précédent, nous relevions un grand nombre d'entreprises et de d'administrations où des grèves locales parties des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes s'étaient greffées sur la journée du 9 avril, et nous opposions cette réalité au silence médiatique et aux tentatives de dénier toute existence à un mouvement de fond en train de se chercher.

La journée internationale du 1^{er} mai, en France, a vu le commentaire dominant obligé : “division syndicale et morosité étaient au rendez-vous, décidemment ce syndicalisme français ne vaut rien et ne fournit pas des partenaires crédibles pour le dialogue social !” Tels étaient les éléments de langage ... (1)

Certes, le 1^{er} mai notamment parisien a été cette année loin derrière le 1^{er} mai de l'an dernier, et surtout loin derrière le 9 avril pourtant tout chaud. Mais ceci s'explique. La clef, ce sont les militants CGT, cette fraction décisive des organisateurs du monde du travail, qui veulent se réapproprier leur organisation, défendre les revendications et savent que ceci n'est possible que dans l'indépendance envers le patronat et le gouvernement.

Dans les 15 jours précédant le 1^{er} mai, leur direction, tout en blanchissant Thierry Lepaon, leur a expliqué que le 1^{er} mai devait se faire dans le cadre d'un appel de la Confédération Européenne des Syndicats et est parti à la recherche de la CFDT. Celle-ci n'ayant malgré tout pas voulu venir, elle a ramené l'UNSA. Les directions de la FSU et de Solidaires sont alors venues au secours de celle de la CGT pour signer avec elle et l'UNSA un vibrant appel commun pour “ un 1^{er} mai unitaire à dimension européenne pour le progrès social” et “contre tous les totalitarismes”, qui eût pu aussi bien être paraphé par sa sainteté François Bergoglio, comme d'ailleurs par son prédécesseur le retraité Joseph Ratzinger (2).

Exit la revendication de retrait du projet de loi Macron qui menace l'existence même d'un droit du travail, casse les prud'hommes, étend massivement la contrainte au travail le dimanche, affaiblit la Médecine du Travail et l'Inspection du Travail, et facilite une fois de plus les licenciements.

Pas un mot sur le “Pacte de responsabilité” qui accorde 42 milliards au patronat sans contreparties et cadre toute la politique gouvernementale en France.

Pas un mot sur la réforme territoriale qui, en groupant les Régions et en poussant à la fusion des communes, menace gravement et immédiatement les services publics territoriaux.

Pas un mot sur les contre-réformes attaquant l'école publique, et notamment la dernière en date, la “réforme du collège” qui vise justement à imposer un collège territorial inégalitaire à la place de l'offre publique de formation nationale et laïque.

Pas un mot sur les luttes en cours contre les licenciements et les projets de

suppressions d'emplois, de Radio-France à Mory Ducros, mais une formule selon laquelle il faudrait “permettre la création d'emplois” : la permettre à qui ? Aux patrons qui licencient ?

Bref, pas un mot réel sur les revendications réelles.

Et en ce qui concerne “l'Europe” et la “convergence européenne des luttes” tant invoquée, cet appel ne dit pas un mot non plus des politiques de contrainte menées au nom de la “dette publique”, pas un mot en défense du peuple grec, pas un mot sur les migrants et les réfugiés assassinés délibérément en Méditerranée par une politique qui refuse le droit d'asile !

Dans ces conditions, FO pouvait retourner au Mur des Fédérés tandis que la CFDT, prenant acte que l'appel CGT-UNSA-FSU-Solidaires se faisait sur son orientation, décidait de faire savoir qu'il faut aller plus loin encore en organisant un Working Time Festival (sic), réunissant selon ses dires 2000 participants, pour toute la France (3).

Bref, l'argument de l'unité a servi à diviser et les militants ne sont pas venus en masse ; dans ces conditions, les travailleurs de base ne risquaient pas de venir. Pourtant, dans une majorité de départements, des Pyrénées-Orientales au Puy-de-Dôme, il s'est passé autre chose : beaucoup d'Unions Départementales CGT n'ont pas voulu rompre l'unité qui a commencé à se construire le 9 avril, parce que les militants savent bien que l'unité n'est possible que sur la base des revendications des travailleurs, donc dans l'indépendance envers le patronat et le gouvernement.

Dans ces rassemblements, qui à l'échelle des nombreuses petites villes où ils ont eu lieu avaient proportionnellement plus de force que le traine-savates rassemblement parisien, il a souvent été question de la suite :

-la grève unitaire contre la réforme du collège le mardi 19 mai, pour le droit à l'instruction, pour l'école publique, appelée par les syndicats du second degré de la FSU (SNES, SNUEP, SNEP) avec les fédérations CGT et CGT-FO de l'enseignement et le SNETAA-FO, SUD-Education et le SNALC (4),

-et l'enjeu de la loi Macron qui doit revenir à l'Assemblée nationale dans la première semaine de juin : il est donc nécessaire que l'unité du 9 avril, malgré la manoeuvre de division du 1^{er} mai, se reconstitue rapidement pour imposer aux députés de repousser cette loi anti-sociale.

D'ores et déjà les organisations d'Ile-de-France CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à manifester le 12 mai, devant le Sénat, jour du vote de la loi Macron au Sénat. Ce sont nos organisations nationales qui auraient dû lancer un tel appel et faire du 1^{er} mai le tremplin pour le réaliser. Et là, il y aurait eu du monde !

1. *Ce qui donne parfois lieu à des épisodes comiques : l'un des rédacteurs de ce bulletin est par ailleurs responsable départemental FSU. Il a été interviewé par FR3 pour le 1^{er} mai : les journalistes, sans doute préparés à l'avance par leur rédaction, ont commencé l'interview sur le thème “ alors c'est la division, FO n'est pas là ?”, alors même que des drapeaux FO voltigeaient tout autour de la caméra !*

2. <http://www.cgt.fr/Un-1er-mai-unitaire-a-dimension.html/>

3. http://www.cfdt.fr/portail/1er-mai-2015-working-time-festival/au-wtf-les-jeunes-fetent-le-travail-sous-le-signe-du-renouvellement-srv1_267202 Précisons que les sections CFDT ou UNSA et leurs militants qui rejoignent l'unité pour les revendications sont nécessaires et bienvenus. Dans les Pyrénées-Orientales, c'est même la CFTC départementale qui est venue demander le retrait de la loi Macron !
4. On entend parfois dire que le SNALC c'est "la droite" ou pire encore. Formé en 1936 par les professeurs qui refusaient de se syndiquer avec les autres travailleurs, cette organisation corporative a en effet abrité des cadres UMP et FN dans son histoire. Mais rappelons que lors des présidentielles, il a déclaré que le candidat le plus proche de ses positions était J.L. Mélenchon, puis a soutenu ... la "loi de refondation de l'école" de M. Peillon, comme le Front de Gauche d'ailleurs !

L'appel CGT-FO-FSU-Solidaires d'Ile-de-France :

Mardi 12 mai 2015

NON A L'AUSTERITE, OUI AU PROGRES SOCIAL !

Les organisations syndicales d'Île-de-France, CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES ont contribué à informer et mobiliser les salariés contre des contre-réformes mises en œuvre par le gouvernement sur injonction du MEDEF et de la commission européenne.

Pour nos organisations, la loi dite de « sécurisation de l'emploi », la contre-réforme des retraites, le pacte de responsabilité ...loin d'être des solutions à la crise que traverse notre pays constituent de dangereux reculs sociaux pour l'ensemble des salariés.

La loi Macron va encore accentuer cette politique régressive et dangereuse. C'est bien pour cela que les salariés ont manifesté dès le 26 janvier, premier jour du débat à l'Assemblée Nationale, ou encore le 9 avril dernier, où des centaines de milliers de salariés se sont mobilisés.

Malgré ces mobilisations, le gouvernement fait la sourde-oreille et le projet de loi Macron sera débattu et soumis au vote des sénateurs le Mardi 12 mai.

C'est pourquoi, ensemble dans l'unité les syndicats d'Île-de-France CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES appellent les salariés à se rassembler pour :

- S'opposer au projet de loi Macron qui déréglementerait le travail, généraliserait le travail du dimanche, remettrait en cause les services publics, la justice prud'homale,
- Contre les politiques d'austérité, pour l'augmentation des salaires, des pensions, la défense des services publics...

Mardi 12 mai 2015 Rassemblement devant le Sénat (rue de Tournon) :

Mise en place à partir de 11h30 Interventions vers 12h30

Dans notre prochain bulletin, nous présenterons en quoi consiste vraiment cette fameuse " réforme du collège".

On a rarement entendu autant de bêtises sur la laïcité, les unes se voulant en sa faveur et les autres contre elle, qu'en ce moment en France.

En tête de ce concert, bien entendu, le gouvernement : M. Valls déclare qu'“aller à la messe“ constitue la “réponse au terrorisme“, comme s'il fallait aller à la messe quand des chrétiens sont persécutés, à la mosquée quand des musulmans sont agressés, à la synagogue quand des israélites sont injuriés, plutôt que de se rassembler pour la défense des libertés démocratiques comme le peuple l'a fait spontanément en janvier suite aux attentats commis contre Charlie Hebdo puis contre un magasin juif.

Nous ne demanderons pas à M. Valls d'être laïque et de faire “appliquer la loi“. Comme si l'Etat et la loi étaient laïques : l'enseignement privé catholique sous contrat ne reste-t-il pas le grand privilégié de la V^e République, et plus encore quand la réforme Peillon dite des “rythmes scolaires“ et la réforme annoncée du collège dévastent et éclatent l'enseignement public ?

Depuis qu'en 2004 Chirac soutenu par l'ensemble des partis a éprouvé le besoin de faire une législation spécifique sur les signes religieux dits “ostensibles“ dans les services publics, a été ouverte la boîte de Pandore de la révision et des compléments à la loi de 1905 de séparation des églises et de l'Etat, qui garantit la liberté de conscience et qui devrait exclure qu'un culte quel qu'il soit puisse être reconnu comme institution publique et soit salarié ou subventionné.

La laïcité est un idéal émancipateur, reposant sur une contrainte imposée à l'Etat lui-même - sa neutralité religieuse, philosophique et idéologique - d'où découle une contrainte envers les cultes - relever de la sphère privée (y compris quand ils se manifestent, ce qui est leur droit garanti et encadré par la loi, dans l'espace public).

La principale menace contre la laïcité en France vient de l'Etat : les contre-réformes visant l'égalité des citoyens devant la loi, devant l'impôt, devant le service public, attaquent aussi la laïcité en permettant aux églises et associations de s'emparer d'un nombre croissant de missions de service public et d'être reconnues, salariées et subventionnées, portant ainsi atteinte à la liberté de conscience de tous. La réforme territoriale, 3^e acte de la décentralisation, en allant vers un droit propre à chaque “territoire“ (comme le permet en droit constitutionnel la réforme Raffarin de la constitution de 2004), menace la laïcité et fait des statuts spécifiques du type de l'Alsace-Moselle un modèle. Les réformes des rythmes scolaires découlant de la loi Peillon sur l'école, et le projet de réforme du collège, vont vers une école territoriale éclatée en autant de projets propres.

Pour qu'on ne voit pas ces données réelles, il faut brouiller les cartes et les pistes. Nous avons les discours de Mme Le Pen, nous avons ceux de M. Valls parfois, et nous avons les théories de secteurs “de gauche“ jouant à s'imaginer que la majorité des Français sont racistes et islamophobes (l'islamophobie existe mais l'emploi du terme en lieu et place de “racisme“ aboutit à stigmatiser toute critique de la religion et à annexer à celle-ci toute personne en butte au racisme anti-arabe ou anti-basane) : tous partagent la même définition biaisée de la laïcité comme un ensemble de lois et de mesures coercitives visant avant tout l'islam, tous permettent de cultiver la même haine à l'encontre du “laïcard français“ symbolisé par les dessinateurs assassinés de Charlie Hebdo ...

Il est temps de rappeler ces données de base : la laïcité est une visée émancipatrice et son ennemi n° 1 en France s'appelle l'Etat de la V^e République, son ennemi n°2 étant l'Eglise catholique. C'est à partir de là, sur cette base, que l'on peut appréhender les faits divers de l'actualité. Une fois qu'on a dit ça, on n'a pas tout dit, mais on dit ce par quoi il fallait commencer.

**« Aux peuples d'Europe et du monde entier,
à tous ceux et toutes celles qui rejettent les politiques d'austérité et n'acceptent
pas de payer une dette publique qui nous étouffe, conçue dans notre dos et
contre nos intérêts »**

Appel de la Commission Vérité sur la dette publique du Parlement grec

Nous signataires de cet appel, nous nous rangeons aux côtés du peuple grec qui, par son vote aux élections du 25 Janvier 2015, est le premier en Europe et à l'hémisphère nord à avoir rejeté les politiques d'austérité appliquées en Europe au nom du paiement d'une dette publique contractée par « ceux d'en haut » sans le peuple et contre le peuple. En même temps, nous considérons que la création, à l'initiative de la Présidente du Parlement grec, de la Commission de Vérité de la Dette Publique grecque, constitue un événement historique d'importance capitale non seulement pour le peuple grec mais aussi pour les peuples d'Europe et du monde entier !

En effet, cette Commission de Vérité du Parlement grec, composée des citoyens volontaires venus de quatre coins du globe, est condamnée à faire des émules dans d'autres pays. D'abord, parce que le problème de la dette constitue un fléau qui sévit presque partout en Europe et au monde. Et ensuite, parce qu'il y a désormais des millions et des millions des citoyens et des citoyennes qui, à juste titre, posent les questions à la fois élémentaires et fondamentales concernant cette dette :

« Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part du principal a-t-elle déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé sans que cela profite au peuple ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée, par qui et comment ?

Et aussi : Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'État s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Qui a engagé des projets inadaptés, qui a poussé en ce sens, qui en a profité ? Des délits, voire des crimes, ont-ils été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Nous considérons que c'est le droit démocratique le plus élémentaire de tout citoyen de demander des réponses claires et précises à toutes ces questions. Nous considérons aussi que refuser d'y répondre constitue un déni de démocratie et de transparence de la part de ceux d'en haut qui ont inventé et utilisent le « système-dette » afin de rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Et encore plus grave : Nous considérons qu'en gardant jalousement pour eux le monopole de décider du sort de la société, ceux d'en haut privent l'écrasante majorité des citoyens et des citoyennes non seulement du droit de décider, mais surtout du droit de prendre entre leurs mains leurs destinées ainsi que les destinées de l'humanité !

C'est pourquoi nous lançons à tous les citoyens et les citoyennes, aux mouvements sociaux, aux

réseaux et mouvements écologiques et féministes, aux syndicats ouvriers et aux formations politiques qui ne se reconnaissent pas dans cette Europe néolibérale et de moins en moins démocratique et humaine, l'appel urgent suivant : Exprimez votre solidarité à cette Grèce qui résiste en soutenant maintenant et en actes la Commission de Vérité de la Dette Publique grecque contre les attaques dont elle fait l'objet de la part de tous ceux qui, en Grèce et en Europe, ont intérêt à garder bien cachée la vérité sur le « système-dette ». Mettez-vous en réseau de soutien et de solidarité car seuls ce soutien et cette solidarité internationale sont en mesure de contrecarrer le plan des puissants d'asphyxier la Grèce qui lutte contre notre ennemi commun : les politiques d'austérité et la dette qui nous étrangle!

Face à un adversaire expérimenté, uni, bien coordonné, armé des pouvoirs exorbitants et surtout décidé à mener jusqu'au bout son offensive contre nous tous et toutes qui constituons l'écrasante majorité de nos sociétés, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de résister séparément, chacun dans son coin. Unissons donc nos forces dans un vaste mouvement de solidarité à la Grèce qui résiste et de soutien à la Commission de Vérité du Parlement grec, en multipliant de telles commissions d'audit de la dette partout où c'est possible. Car la lutte du peuple grec est notre lutte et sa victoire sera notre victoire. Notre unité est notre seule force. Unis nous ferons face, divisés nous succomberons.

Cet appel peut être signé sur le site Change.org à l'adresse :

<https://www.change.org/p/aux-peuples-d-europe-et-du-monde-entier-a-tous-ceux-et-toutes-celles-qui-rejettent-les-politiques-d-aust%C3%A9rit%C3%A9-et-n-acceptent-pas-de-payer-un-appel-de-la-commission-v%C3%A9rit%C3%A9-sur-la-dette-publique-du-parlement-grec>